

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad : L'Iran est-il au bord de l'implosion ?

[La Nouvelle Revue Politique](#)

En ce début de février 2026, l'Iran traverse une phase critique. Les crises internes et externes s'imbriquent, révélant les fragilités profondes d'un régime théocratique isolé sur la scène internationale, et de plus en plus contesté par sa population.

De la répression violente à l'instrumentalisation du religieux

Initialement motivées par des revendications économiques et sociales, les protestations en Iran ont rapidement évolué vers une remise en cause de la théocratie islamique. Les slogans scandés dans les rues appellent à un retour à des symboles d'avant la République islamique. On voit ainsi brandir le « lion et soleil », symbole utilisé par les dynasties de Perse durant plusieurs siècles, depuis les Safavides jusqu'aux Pahlavis. Le soleil est en Perse un emblème beaucoup plus ancien que l'islam. C'est celui du dieu Ahura-Mazda qui, selon Zoroastre, rend la lumière visible, et qu'adorait Cyrus, fondateur de l'Empire perse. On voit d'ailleurs des manifestants brandir le symbole direct de ce dieu : homme et aigle stylisé aux ailes déployées. Certains le portent même en pendentif autour du cou.

Des villes comme Mashhad, Shiraz et Téhéran, ou encore Tabriz, Kermanshah et Ahvaz sont devenues des foyers majeurs de contestation. Les forces de sécurité, notamment les Pasdaransou Gardiens de la Révolution islamique (CGRI), ripostent avec une violence létale : tirs

à balles réelles, usage de drones, coupures massives d'Internet, manifestants blessés ou emprisonnés, exécutions. Le bilan humain est dramatique, avec des estimations allant parfois à plus de 36 500 victimes selon des sources indépendantes.

Les autorités justifient cette montée de la brutalité dans la répression en accusant les manifestants d'être des « moharebeh ». Dans le jargon islamiste, le mot qualifie ceux qui font la guerre à la charia. Il est appliqué aux chrétiens, juifs et zoroastriens qui ont refusé la soumission, et aux musulmans « apostats » qui insultent Allah ou Mahomet, ou refusent de se soumettre à la charia. Étant considérés comme des guerriers contre l'islam, ils peuvent être abattus ou décapités ou défenestrés sans en référer à l'imam.

Les hôpitaux iraniens sont saturés par l'afflux de blessés, souvent touchés à la tête par des tirs à balles réelles, comme l'ont rapporté plusieurs médecins. Un témoignage particulièrement glaçant évoque un manifestant ayant survécu trois jours dans un sac mortuaire, feignant la mort pour échapper à un « tir de finition » des forces de sécurité, avant d'être retrouvé par sa famille parmi des piles de cadavres à Kahrizak. Ce récit, parmi d'autres, illustre l'ampleur de l'horreur : des blessés abandonnés, des familles contraintes à errer entre morgues et centres de détention. Cette instrumentalisation de l'islam à des fins répressives révèle les limites d'un système où l'idéologie religieuse sert de paravent à l'autoritarisme, au risque d'aliéner durablement une jeunesse (notamment la génération Z) en quête de liberté et d'ouverture.

Les manifestants ne refusent pas cette appellation de « moharebeh » : ils manifestent une certaine hostilité envers le religieux, luttant contre le régime théocratique, affichant les symboles cités plus haut, et bien davantage : ils incendient les mosquées par centaines, y compris des mausolées de personnages religieux faisant partie de l'histoire

nationale. Et ils exigent la laïcité dans le drapeau iranien, y remplaçant le nom « Allah » (écrit une fois en grand, et d'innombrables fois en petit) par le « lion et soleil ». Des rafles systématiques ont été faites dans la rue, dans les hôpitaux, et même, dans des maisons où des cliniques avaient été improvisées pour soigner les blessés sans attirer l'attention du pouvoir.

Les coupables sont exécutés sans procès. Sur ce plan, le président Trump, par ses menaces au régime, ses encouragements aux manifestants suivis de ses déclarations apaisantes pour les mollahs, a donné à ceux-ci le temps d'éliminer les milliers ou dizaines de milliers de personnes qu'ils avaient arrêtées.

Incidents sécuritaires récents

La journée du 31 janvier 2026 a marqué une nouvelle escalade. Des explosions ont été signalées dans plusieurs villes iraniennes, dont Bandar Abbas, Ahvaz, Tabriz, Karaj, Téhéran et Parand.

À Bandar Abbas, principal port commercial du pays, une violente explosion suivie de plusieurs déflagrations a fait des morts et une dizaine de blessés. Les autorités ont évoqué une « *fuite de gaz* », mais l'opposition dit que c'est impossible car il n'y avait même pas de gaz en ce lieu. On a également parlé d'une explosion accidentelle de munitions, puisque Bandar Abbas est le port par lequel le CGRI importe ses armes acheminées par voie maritime. Mais dans ce cas, l'explosion aurait mangé tout le port, alors qu'elle n'a fait que détruire deux étages d'un immeuble. Visiblement, c'est Alireza Tangsiri, le commandant de la marine du CGRI (beaucoup plus puissante que la marine iranienne), qui était visé, car les Israéliens ont aussitôt annoncé que l'explosion l'avait tué. Mais le régime a démenti, sans pouvoir pour autant prouver ses dires en organisant une conférence de presse de Tangsiri : il s'est contenté de diffuser des images visiblement anciennes du commandant.

À Tabriz, une explosion massive près d'une base de l'armée de l'air fut attribuée par les officiels à un phénomène naturel (éclair et tonnerre), alors, pourtant, que la déflagration avait été sentie dans toute la région, ce que ne font pas les phénomènes météorologiques.

À Ahvaz, une explosion similaire et presque simultanée blessa quatre membres d'une même famille. Quelle était cette famille ? Un de ses membres avait-il une position dans l'administration ou les corps armés ? Le mystère est aussi épais que celui qui entoure l'explosion du port.

Tous ces « *accidents* », laissés sans clarification crédible, ne peuvent relever de négligences structurelles, car ils ont eu lieu presque en même temps, chose totalement impossible sans coordination étroite gérée par un service de renseignement expérimenté.

Ce service ne peut être celui des Pasdarans, puisque les explosions les affaiblissent en les montrant incapables d'assurer la sécurité, même dans des endroits comme Bandar Abbas qu'ils contrôlent totalement, et qui, en plus, est le principal port d'importation d'armes dont dispose tout le régime iranien. Le CGRI n'allait pas se tirer une balle dans le pied en y commettant un attentat.

Ces explosions sont donc probablement l'œuvre du Mossad israélien, en coordination avec des agents iraniens présents sur place.

Pendant ce temps se déroulent des négociations extrêmement tendues avec les États-Unis : menaces réciproques, et présence d'une très puissante armada américaine stationnant devant les côtes iraniennes, prête à tirer. Si l'on en croit Donald Trump, il y aurait des discussions en cours visant un accord « *acceptable* » pour lui. Le ministre iranien des Affaires Étrangères Abbas Araghchi a averti qu'un échec des négociations pourrait conduire à une guerre régionale. Dans ce cas, les groupes proxies – Hezbollah (au Liban) et Hachd al-Chaabi (en Irak), Ansar Allah (Houthis

au Yémen), Hamas et Djihad Islamique (dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie) – continueront d’être utilisés par Téhéran, comme en témoignent les menaces répétées des Houthis contre Israël.

La Chine, en fournissant des technologies de surveillance et en poursuivant ses achats de pétrole iranien, apporte un soutien tacite au régime, tandis que l’Union européenne a franchi un pas supplémentaire en désignant le CGRI comme organisation terroriste.

Y aura-t-il des manœuvres navales dans le golfe d’Ormuz ?

Le 29 janvier, l’AP informa que ce jour-là, l’Iran avait émis « *un avertissement aux navires en mer indiquant qu’il prévoyait de mener un exercice la semaine suivante, comprenant des tirs à munitions réelles dans le détroit d’Ormuz, ce qui pourrait perturber le trafic maritime dans cette voie navigable* ».

Le 30 janvier, le CENTCOM (Commandement central américain responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud) annonça que les autorités américaines avaient permis ces manœuvres, tout en spécifiant qu’il ne tolérerait pas « *d’actions dangereuses du CGRI, y compris le survol de navires militaires américains engagés dans des opérations aériennes, le survol, par des avions à basse altitude ou armés, de moyens militaires américains lorsque les intentions ne sont pas claires.* »

Des paroles ubuesques qui permirent à Abbas Araghchi de répondre, le 31 :

« *Opérant au large de nos côtes, l’armée américaine tente désormais de dicter la manière dont nos puissantes forces armées devraient mener des exercices de tir sur leur propre territoire. Le CENTCOM exige également*

du “professionnalisme” de la part d’une armée nationale que le gouvernement américain a classée comme “organisation terroriste”, tout en reconnaissant le droit de cette même “organisation terroriste” à mener des exercices militaires ! Voilà le niveau d’absurdité auquel le monde est désormais confronté, et que les gouvernements européens ont activement choisi d’embrasser. »

Nombre de commentateurs l’avaient précédé : comment les États-Unis pouvaient-ils autoriser la flotte et l’aviation des CGRI à mener des manœuvres à munitions réelles à un moment pareil, sachant que les Pasdarans pourraient en profiter pour bloquer le détroit d’Ormuz, par lequel passent 20 millions de barils de pétrole par jour, soit l’équivalent de près de 20% de la consommation quotidienne mondiale de pétrole, et près de 30% du gaz naturel liquéfié produit quotidiennement ?

Trump aurait voulu livrer le pouvoir aux Pasdarans qu’il n’aurait pas fait autrement. Il est d’ailleurs probable que tel était son désir, comme nous l’avons expliqué dans notre article du 9 janvier 2026 sur l’Iran. Il avait totalement perdu la verve qu’il avait montrée lorsqu’il menaçait le régime iranien, le 2 janvier, écrivant sur Truth Social :

« Si l’Iran tire et tue avec violence des manifestants pacifiques, comme c’est leur habitude, les États-Unis d’Amérique viendront à leur secours. Nous sommes prêts, et disposés à bondir. Merci pour votre attention. »

Parce qu’il est possible tuer par balles avec douceur ? Ensuite, l’Iran, ce seraient les ayatollahs et non les manifestants ? Ce n’est pas ce que pensent ces derniers.

Le 1^{er} février, le contre-amiral iranien Shahram Irani, commandant de la marine iranienne régulière (Nedaja), annonça que l’Iran accueillerait de nouveau des navires de guerre chinois et russes dans le cadre de l’exercice « Ceinture de sécurité maritime 2026 », qui se tiendrait dans le nord de

l'océan Indien fin février.

Aucune confirmation officielle n'a encore été faite par la Chine et la Russie, mais les Iraniens souhaitent vivement obtenir leur participation à cet exercice annuel, ayant besoin d'être rassurés par la présence d'alliés à leurs côtés en cette période de fortes tensions.

Reste à savoir ce que décideront les Américains.

Une opposition fragmentée

Face à l'impasse actuelle, un soutien croissant se manifeste chez les Iraniens en faveur de Reza Pahlavi, qui a promis d'être le candidat de la transition. Il est donc perçu par de nombreux Iraniens comme une figure capable de fédérer la nation et de ne pas s'incruster s'il n'est pas désiré. Son nom est souvent crié par les foules avec des slogans comme « Vive le Shah ! ». Les pétitions populaires exigent la rupture avec l'islamisme politique, ainsi que l'instauration d'un cadre démocratique. De nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer l'islam politique dans son ensemble, y compris quand il est représenté par des groupes d'opposition qui cherchent le pouvoir, comme les MEK (Moudjahidine du peuple), qui se font également appeler CNRI (Conseil national de la résistance iranienne), dans le même esprit que le Hezbollah, le Hamas, le Hachd al-Chaabi et les Houthis qui, tous, prétendent être « la résistance ».

Diplomatie de la canonnière

En ce début de février 2026, les relations entre Téhéran et Washington oscillent dangereusement entre les tambours de la guerre et les murmures de la diplomatie. Tout en déclarant que l'Iran discute « sérieusement » d'un accord pour éviter de nouvelles frappes militaires, Donald

Trump continue à dépêcher du matériel naval militaire massif vers le golfe Persique, pour compléter ce qu'il appelle fièrement sa « magnifique armada ». Et la République islamique, bien que fragilisée par des mouvements de contestation internes et le rétablissement des sanctions de l'ONU en septembre 2025, maintient une posture de fermeté : si le président du Conseil national de sécurité iranien, Ali Larijani, évoque des progrès structurels vers une reprise du dialogue, le chef de la diplomatie, Abbas Araghchi, exclut catégoriquement toute négociation concernant les capacités balistiques ou les proxys. C'est la « *diplomatie de la canonnière* », où Trump lance des ultimatums, et Khamenei lui répond en promettant de riposter par une guerre régionale. Le monde observe ce bras de fer à l'issue reste incertaine, en se demandant s'il débouchera sur un nouvel accord sur le nucléaire comme celui de 2015, ou au contraire, sur une conflagration dont les conséquences redéfiniraient durablement l'équilibre du Moyen-Orient.